

Vu l'Ordonnance n° 57/71 du 2 octobre 1971 créant un OFFICE NATIONAL DES BOIS DU GABON;

Vu l'Ordonnance n° 30/72 du 11 avril 1972 complétant l'Ordonnance n° 57/71 du 2 octobre 1971;

La Cour Suprême consultée;

Le Conseil des Ministres entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — L'OFFICE est administré par un Conseil d'Administration de huit membres, composé paritaire-ment par quatre représentants de l'Etat et quatre représentants élus des producteurs forestiers. Les modalités de désignation ou d'élection des représentants des producteurs ainsi que les dispositions relatives à l'exercice de leur fonction sont définies par Décret n° 00439 du 11 avril 1972 ci-annexé.

Le Conseil élit un Président et un Secrétaire. Le Président est choisi parmi les représentants des forestiers élus et sa désignation doit être approuvée par le Chef de l'Etat. Le Conseil tient au moins une séance ordinaire chaque année. Il peut tenir, lorsque la situation de l'OFFICE l'exige, des réunions extraordinaires, soit sur la demande du Président de la République, Chef du Gouvernement, soit à la demande du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur Général.

Les Conseils ordinaires et extraordinaires se réunissent au Siège de l'OFFICE à LIBREVILLE. Le Directeur Général participe aux débats du Conseil sans prendre part aux votes.

Le Conseil d'Administration prend, à la majorité des voix, le Président ayant voix prépondérante en cas d'égalité, toutes décisions concernant l'organisation, le fonctionnement et la gestion de l'OFFICE:

- a) Il définit la politique générale d'achat et de vente;
- b) Il fixe les prix d'achat en fonction des prix de vente;
- c) Il propose au Ministre de tutelle toutes mesures susceptibles d'assurer:
 - le développement de la production;
 - la stabilité de la commercialisation, notamment les mesures de contingentement et de mise en dépôt de certains bois;
 - l'établissement et le développement des entreprises forestières et industrielles par des nationaux;
- d) Il arrête le budget de fonctionnement annuel de l'OFFICE et fixe le programme des investissements;
- e) Il approuve les comptes et le bilan de l'exercice écoulé;
- f) Il décide de l'ouverture ou de la fermeture des parcs de stockage;
- g) Il décide de la réalisation d'emprunts, et de toute aliénation d'actif;
- h) Il nomme deux Commissaires aux comptes qui exercent leur mission conformément à la Loi. Il fixe

DECRET N° 00440/PR fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Conseil d'Administration de l'OFFICE DES BOIS.

Le Président de la République, Chef du Gouvernement,

Vu la Loi Constitutionnelle n° 1/61 du 21 février 1961 et les textes modificatifs subséquents;

Vu le Décret n° 221/PR du 3 février 1972 fixant la composition du Gouvernement;

durée de leurs mandats ainsi que leurs honoraires;

i) Il délègue les pouvoirs de gestion qu'il juge nécessaires au Directeur Général;

j) Il fixe les modalités de rétribution du Directeur général et les avantages accessoires sur proposition de son Président.

D'une façon générale, il prend toute décision garantissant le meilleur fonctionnement de l'OFFICE et la pérennité de ses activités.

Les fonctions de Président et d'Administrateur de l'OFFICE sont gratuites.

Un représentant des industries gabonaises du bois et un représentant des dérogataires sont invités, par le Président du Conseil d'Administration, à assister aux séances du Conseil d'Administration. Ils siègent à titre consultatif et ne prennent pas part aux votes.

Art. 2. — Le Conseil d'Administration délègue les pouvoirs de gestion courants définis par le présent Décret au Directeur Général, nommé par Décret du Président de la République, Chef du Gouvernement, sur proposition du Conseil d'Administration. Le Directeur Général est directement responsable de la gestion de l'OFFICE devant le Conseil d'Administration. En cas d'empêchement du Directeur Général, le Directeur Général Adjoint assure, sous le contrôle du Président du Conseil d'Administration, la continuité de la gestion de l'OFFICE jusqu'à la désignation d'un nouveau Directeur Général ou jusqu'à la reprise de fonction du titulaire.

Art. 3. — Le présent Décret sera publié selon la procédure d'urgence.

Fait à Libreville, le 11 avril 1972.

Albert-Bernard DONGO.

Par le Président de la République, Chef du Gouvernement:

Le Ministre des Eaux et Forêts,
R. LANDJI

Le Haut-Commissaire à la Présidence de la République, chargé de l'Office des Bois et des Relations Extérieures,
M. ESSONGUE.